Bref compte-rendu du rassemblement collège Lezay Marnésia, mercredi 20 novembre 2024 à 15 heures devant l'Hôtel du département-CEA.

Une bonne centaine de personnes étaient réunies aujourd'hui devant la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) pour soutenir l'équipe éducative du collège Lezay Marnesia. Parmi elles de nombreux élus : Emmanuel Fernandes, député EELV Bas-Rhin (2ème circonscription) - à Paris pour ses obligations - représenté par un membre de son cabinet, Flora Fiegel suppléante de Thierry Sotter, député PS Bas-Rhin (3ème circonscription), Hulliya Turan adjointe à la Maire de Strasbourg, conseillère de l'Eurométropole (PCF), Floriane Varieras adjointe à la ville inclusive et à la lutte contre les discriminations, Aurélien Bonnarel, conseiller municipal Strasbourg, santé et hygiène de l'habitat dans le parc privé (PCF), Antoine Splet conseiller de la commune de Schiltigheim et de l'Eurométropole (PCF), Ludivine Quintallet, Conseillère départementale à la Collectivité Européenne d'Alsace (EELV), Fleur Laronze élue à la CeA (PCF), Florian Kobryn élu à CeA (EELV).

Des panneaux avaient été disposés le long du bâtiment de la CeA. Sur l'un d'entre eux, on pouvait lire « CIDE (Convention Internationale des Droits de l'Enfant) 35 ans après toujours pas appliquée - Collégiens à la rue, la CeA regarde ailleurs. »

Céline Balasse, enseignante en histoire-géographie, avec derrière elle l'équipe soudée du collège Lezay Marnésia, a pris la parole.

Dès le début, l'engagement de cette équipe a été salué par des applaudissements et des bravos.

« Nous sommes aujourd'hui rassemblés pour fêter les 35 ans de la CID Enfant, le premier traité international qui dit que tous les enfants ont des droits ! Texte juridiquement contraignant, car à partir du

moment où il a été ratifié par un Etat, cet Etat doit absolument respecter et garantir ce qui est déclaré dans ce texte. Dans ce texte il est écrit en toutes lettres, que les enfants ont droit au logement.

C'est en vertu de ce texte et de la loi française que le personnel éducatif du collège Lezay Marnésia se mobilise depuis plusieurs mois pour faire accepter à la CeA l'idée que pour des élèves, dont la famille n'a pas de solution d'hébergement et qui donc dorment à la rue, on peut provisoirement ouvrir des logements de fonction vacants afin de les loger.

Cette mobilisation ne date pas d'hier, courrier, motion au CA du collège, un premier rassemblement devant la CeA suivi d'une audience, un autre courrier, un deuxième rassemblement suivi d'une deuxième audience. Mais on n'avance pas et même on recule. Ce qui avait un temps été évoqué comme possible est devenu depuis impossible !

Alors une autre façon de nous faire entendre est l'occupation du collège, depuis le 8 novembre dernier, puis une grève qui a été suivie à 80% par le personnel de l'établissement et une journée collège mort organisée par les parents d'élèves, journée extrêmement suivie, c'est à dire que les parents ont choisi de garder les enfants à la maison en soutien au mouvement. Les parents sont d'accord avec ce que nous avons entrepris et nous soutiennent. Et depuis le 12 novembre, nous accueillons au CDI les familles qui sont à la rue.

Hier matin, le campement de la Krimmeri a été démantelé, nous avons attendu de voir de quelle manière les familles des enfants scolarisés au collège étaient prises en charge. Nous n'avons pas toujours des informations complètes concernant cette prise en charge. On sait que deux familles sont logées en hôtel, dans quelles conditions exactement et pour combien de temps ? Pour d'autres autres, nous attendons des informations plus précises, une cinquième famille, elle c'est sûr, se trouve encore à la rue. Cette famille a donc de nouveau passé la nuit dernière au collège, nous pensons que ce soir encore ils dormiront dans le CDI.

A celles et ceux qui nous disent, la France est un état de droit et l'occupation d'un collège est illégale, nous répondons, oui, merci nous le savons ! et cette occupation se fait en toute conscience, une occupation non violente, dans le respect des locaux qui ne sont pas dégradés et qui sont nettoyés chaque matin après le départ des familles.

Nous faisons cette action pour attirer l'attention sur le fait qu'il y a des lois en France, mais qu'elles ne sont pas appliquées. Il existe notamment une loi qui stipule que lorsqu'une personne est à la rue et en détresse, elle doit être prise en charge par l'Etat. Or ceci n'est pas fait ! Nous savons que nous sommes passibles de poursuite judiciaires, nous le faisons quand même, cela porte un nom : la désobéissance civile. Nous sommes prêts à continuer ce soir.

Maintenant la balle est dans le camp de la CeA. Nous pensons que les gens qui décident pourraient commencer par rencontrer ces familles parce que cela n'a même pas été fait. Cela leur permettrait de se rendre compte que ces enfants et leurs parents ne sont en aucun cas un danger potentiel pour le collège, ni pour les autres collégiens.

Nous sommes une république fraternelle, il est hors de question de laisser des enfants dormir dehors, donc nous trouverons une solution. La solution est très simple, il y a des clés pour ouvrir une porte, la porte est juste à côté … et ensuite une association est en mesure de signer une convention d'occupation

pour un logement de fonction. C'est la solution la plus simple. La CeA peut prendre une décision dès cet après-midi. »

Après des applaudissements nourris, les élus Florian Kobryn et Fleur Laronze ont à leur tour interpellé la CeA et dénoncé le scandale des enfants laissés à la rue.

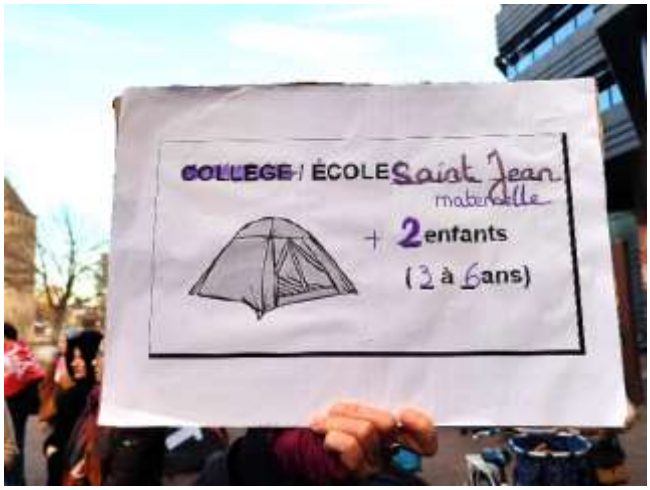
Une bénévole des Petites Roues a souligné combien les demandes de prise en charge pour personnes sans abri avaient explosé, combien il était difficile de trouver une solution, combien la tension dans le parc hôtelier - puisque ce sont dans des hôtels que des hébergements sont proposés - est extrêmement importante. La précarité ne fait qu'empirer.

Une mère dont les enfants sont scolarisés au collège Lezay-Marnésia a déclaré que les parents d'élèves avaient de suite suivi cette action, car ils ne pouvaient rester insensibles à la détresse de ces enfants et de leurs famille. Ils ont décidé d'une journée collège mort par solidarité envers l'équipe éducative, mais également pour montrer aux enfants que l'on peut agir et s'engager. La misère n'est pas qu'à l'autre bout du monde, elle est à deux pas de chez nous. Parents comme enfants l'ont découvert à cette occasion.

Pour clôturer ce rassemblement, une directrice d'école primaire a interpellé les services de la ville. Dans nombre d'écoles primaires et maternelles, des enfants dorment également à la rue. Ils sont tout petits ! Là aussi des mesures doivent être prises de toute urgence, avec des températures qui ne cessent de baisser. En attendant, cette directrice a réclamé officiellement à la ville l'autorisation d'accueillir ces petits enfants dans l'enceinte des écoles, un courrier a été envoyé en ce sens à Mme Barseghian. La balle est aussi dans le camp de la ville … Les enfants aiment jouer dans la neige, pas dormir sous les flocons.

UN TOIT POUR LES ENFANTS ! UN TOIT POUR LEUR FAMILLE !

IL Y A URGENCE !



CL